Premiers États généraux de la chimie

Les chimistes ont répondu à l'appel !

Plus de 800 personnes ont assisté le 6 décembre dernier aux États généraux de la chimie qui ont permis à de nombreux intervenants issus d'horizons divers – ONG, universitaires, hommes politiques, organisations syndicales, dirigeants de la chimie, industriels d'autres secteurs – d'exprimer un point de vue sur l'industrie chimique et son image. Alors que les chimistes ont parfois l'impression d'être responsables de tous les maux de la société, qu'il s'agisse d'environnement ou de santé, cette journée a permis de dresser un bilan sans complaisance mais surtout d'évoquer les pistes d'action 2005 pour que l'industrie chimique conforte ses positions et assure sa compétitivité et sa pérennité.

Une image auprès de l'opinion publique française plus dégradée que dans les autres pays européens

La chimie a toujours eu des problèmes d'acceptation sociale, mais en France, le phénomène devient préoccupant. Selon Alain Peroy, directeur général du CEFIC, seuls 36 % des Français sont favorables à la chimie, ce qui classe la France avant dernière des quinze pays européens étudiés. L'Allemagne arrive en tête avec 62 %. Pour expliquer ce désamour, les intervenants ont rappelé l'impact négatif d'AZF, mais aussi de l'Erika. Ils déplorent le flou, le manque de frontière et d'identité des concepts « chimie-industrie chimique ». Mais les racines du mal sont bien plus profondes dans l'inconscient et relèvent du « mythe de Faust » qui a transgressé les frontières de la Nature et rivé la chimie à l'artificiel comme en a témoigné Bernadette Bensaude-Vincent, historienne des sciences : « *La chimie, par son statut même, par la manière dont elle s'invente, par le type de rationalité qu'elle propose, défie bien des grands partages qui fonctionnent comme repères dans notre culture : entre le naturel et l'artificiel, entre science et technique, entre nature et société.* »

L'innovation, ultime salut

Même l'innovation, a-t-on rappelé dans une deuxième table ronde, peine à se démarquer du discours faustien. Le développement durable pourrait apporter une réponse acceptable pour l'opinion publique. Ainsi les scientifiques proposent-ils une « chimie verte », d'autres, une « chimie douce », minimisant les apports énergétiques, de matières premières et de la pollution, par de nouveaux procédés tels que réactions solide/solide ou sans solvant. Ce nouvel axe de recherche a été souligné par Patrick Devedjian, Ministre délégué à l'Industrie, lors de son allocution de clôture.

Ni voiture, ni avion, ni maison sans chimie

La chimie est partout : dans les services liés à l'environnement, dans l'automobile ou l'aéronautique ou encore dans les matériaux de construction. Ces industries aval ne pourraient se développer sans chimie. C'est le constat donné par leurs plus grands représentants qui reconnaissent par ailleurs la contribution essentielle de la chimie dans la mise en place du développement durable. Mais est-ce par souci identitaire ou par crainte d'effet d'image, ces industriels évitent d'afficher le crédit que leur apporte la chimie. Cependant, ils ont tous exprimé leurs préoccupations sur REACH, ouvrant ainsi le débat de la quatrième table ronde.

Les enjeux aujourd'hui

Les industriels de la chimie assistent à un renforcement de la réglementation : plus de 500 textes en douze ans ! « *La coupe est pleine* » selon les termes de Jean Pelin, directeur général de l'UIC. En réponse, Daniel Garrigue, député de la Dordogne et président du Groupe de réflexion stratégique sur l'avenir de la chimie, évoque les écueils à éviter : la multiplication des réglementations françaises et européennes, le risque de « judiciarisation » extrême et le décalage possible avec les cycles économiques. En effet, si l'on peut demander un gros effort à une industrie dans une phase de croissante forte, il faut savoir tempérer cette exigence dans les phases plus difficiles.
La problématique réglementaire ne doit pas faire oublier les enjeux de compétitivité de l'industrie chimique en France, rappelant aussi que l'attractivité du site France est limitée aujourd'hui et que cette compétitivité passe en premier lieu par les hommes et les femmes qui travaillent dans les entreprises chimiques.

De nouvelles pistes d'action

Philippe Desaulles, vice-président de l'UIC, en charge de la communication, a d'abord reconnu que l'industrie était pour partie responsable de cette image floue de la chimie. Depuis dix ans, l'industrie a peu communiqué. Il est urgent que cela change. Il appelle à une mobilisation de l'ensemble de la profession à tous les échelons, autour d'une stratégie cohérente de communication. L'industrie chimique doit adopter une nouvelle posture et un nouveau ton de communication. Elle doit apparaître comme ouverte, disponible, respectueuse et engagée, notamment en termes de sécurité, de santé et d'environnement.

Dans ses conclusions, Alain Devic, président de l'UIC, demande que la chimie soit un axe prioritaire de recherche au même titre que l'aéronautique, les transports et les biotechnologies. Il engage fortement les industriels à ancrer leur stratégie de croissance dans la perspective du développement durable. S'il constate avec satisfaction le chemin déjà accompli sur le terrain environnemental, notamment grâce à l'Engagement de Progrès, il sollicite des efforts approfondis sur les autres piliers du développement durable, l'économique et le sociétal, afin que la chimie devienne l'industrie du développement durable. Sur la thématique déjà évoquée, « santé et environnement », un groupe de travail mis en place élaborera au plus vite les réponses aux questions essentielles comme le risque cancérigène, allergène de certains produits. Les premières conclusions sont attendues dans six mois. « *Il conviendra dès lors de s'exprimer haut et fort sur ce sujet, pour ne pas laisser place aux idées fausses et aux débats orientés* ». Être mieux entendus et mieux soutenus nécessite de réformer l'organisation professionnelle de la chimie en France afin que « *les objectifs soient mieux partagés et les ressources mieux allouées.* »

Enfin, Patrick Devedjian, qui a conclu ces États généraux, a déclaré que le gouvernement aiderait le secteur industriel majeur que représente la chimie en France à « *prendre le virage difficile qui l'attend* ». Au « Groupe de réflexion stratégique » sur l'avenir des industries chimiques de l'aider dans cette perspective. Un rapport d'étape sera remis mi-janvier et les conclusions définitives sont attendues en mars 2005.

- Retrouvez l'intégralité des États généraux de la chimie sur www.uic.fr ou www.uicnet.org